RAPPORT ANNUEL 2006-2007

UN VENT NOUVEAU

ET DES PROJETS D'ENVERGURE.

CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

La principale **MISSION** du Chantier de l'économie sociale est de promouvoir l'économie sociale comme partie intégrante de la structure socio-économique du Québec. Le Chantier travaille ainsi à favoriser et à soutenir l'émergence, le développement et la consolidation d'entreprises et d'organismes d'économie sociale dans un ensemble de secteurs de l'économie pour répondre aux besoins des communautés et pour créer des emplois durables. Favoriser et soutenir la concertation des divers acteurs de l'économie sociale est aussi au cœur même de la mission du Chantier.

DES IDÉES PORTEUSES POUR L'AVENIR…

photo David Cormier

L'année 2006-2007 marquera un nouveau jalon dans l'histoire du développement de l'économie sociale au Québec. Le Sommet de l'économie sociale et solidaire nous a permis de prendre la mesure du chemin parcouru depuis le sommet de 1996… et le bilan est impressionnant. Le sommet fut surtout l'occasion de refaire nos solidarités et de nous engager vers l'avenir. Les pistes d'actions qui se sont dégagées des ateliers et la déclaration commune vont guider les prochains pas du Chantier de l'économie sociale.

L'importance historique de cet événement s'impose d'elle-même. Que ce soit en regard des 700 participants provenant des secteurs, réseaux et régions qui constituent l'économie sociale et solidaire au Québec, que ce soit en regard des 21 délégations internationales qui ont pris part à nos débats ou encore l'appui politique et médiatique qu'a suscités l'événement, le sommet est le point culminant d'une décennie riche en développement.

En plus de cet événement majeur, l'équipe et le conseil d'administration du Chantier ont livré deux outils importants de notre plan d'action des dernières années. D'abord, la Fiducie du Chantier de l'économie sociale est maintenant une réalité et elle a déjà réalisé ses premiers investissements de capital patient. Ensuite, la mise en ligne du portail www.economiesocialequebec.ca guidera les internautes dans le monde de l'entreprise collective et solidaire. Cet outil d'information, de liaison et de promotion contribuera à accroître la notoriété du mouvement de l'économie sociale en mettant en valeur ses acteurs de tous horizons.

Comme chaque année, nous sommes surpris de constater tout ce qui a été accompli au cours des douze derniers mois et nous ne soulignerons jamais assez la contribution exceptionnelle de Nancy Neamtan et de toute l'équipe permanente du Chantier de l'économie sociale. Leur dévouement et leur esprit d'innovation nous permettent de relever sans cesse les nombreux défis du développement de l'économie sociale.

L'avenir promet d'être intéressant. D'une part, le gouvernement du Québec a désigné le ministère des Affaires municipales et des Régions comme interlocuteur privilégié du Chantier de l'économie sociale. Cette nouvelle orientation gouvernementale souligne la dimension transversale du développement des entreprises collectives, en étroite relation avec la communauté qui permet leur émergence. Bien entendu, nous poursuivons notre travail étroit avec le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation qui nous a appuyé au cours des dernières années. Il en sera de même avec l'ensemble des ministères et organisations gouvernementales qui contribuent à l'essor des entreprises d'économie sociale.

D'autre part, le sommet a permis de formuler des orientations qui vont donner un nouveau souffle au développement de l'économie sociale. Le conseil d'administration et l'équipe permanente s'affaireront à élaborer les stratégies qui permettront de concrétiser les actions structurantes pour le développement d'une économie plus humaine, équitable, durable et démocratique.

L'économie sociale constitue plus que jamais une alternative crédible et complémentaire pour le développement économique et social du Québec. La diversification des secteurs d'activités dans lesquels les entreprises collectives émergent, les expériences innovatrices en réponse aux besoins des individus et des collectivités ainsi que la convergence des grands mouvements sociaux autour de l'économie sociale nous permettent d'avancer encore, pleins de confiance et de projets. ■

Patrick Duguay
Président du conseil d'administration

4

1 Mot du président du conseil d'administration
3 Mot de la présidente-directrice générale
4 Le bilan des activités
14 Nos outils financiers
18 Les communications
21 La recherche en action
23 La vie associative
24 Le comité jeunesse
25 Les liens hors Québec

Annexes

26 I Le conseil d'administration
27 II L'équipe de travail
28 III Liste des acronymes et des sigles

photo David Cormier

Le genre masculin est utilisé sans discrimination dans le seul but d'alléger le texte.
Imprimé sur papier Enviro 100 fait à 100% de fibres postconsommation, procédé sans chlore.

Conception graphique et production: **Coop de travail 1-20media [www.1-20media.com]**
Illustration couverture: **smartiz [www.smartiz.ca]**
Impression: **Imprimerie du Progrès**

2006-2007 : MISSION ACCOMPLIE!

photo Jonathan Robert

L'année 2006-2007 s'est terminée dans une ambiance de fierté et de soulagement : fierté d'avoir relevé les défis énormes que nous nous sommes donnés en tant qu'organisation, et soulagement de ne pas avoir trébuché malgré des risques pris de manière calculée, mais non moins importants.

Le succès exceptionnel du Sommet de l'économie sociale et solidaire, la création et la mise en opération de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, le renforcement de l'action régionale en économie sociale à travers les pôles régionaux et la consolidation des alliances sur les plans national et international constituent les moments forts de l'année.

- Le sommet a permis de mesurer le progrès accompli en ce qui a trait à la promotion et au développement des entreprises d'économie sociale, mais également par rapport au rayonnement de la vision et des valeurs qui sont à la source de son essor récent. Les pistes d'action dégagées orienteront notre action pour les prochaines années.

- La Fiducie ouvre la voie à la réalisation de projets collectifs de plus en plus ambitieux.

- Les nouvelles dynamiques régionales, notamment le travail des pôles régionaux en collaboration avec le Chantier, constituent un terreau fertile pour l'enracinement de l'économie sociale sur tout le territoire.

- Les alliances nationales et internationales, concrétisées par la présence d'invités de 21 pays lors du sommet et les échanges soutenus avec des réseaux d'économie solidaire au Brésil et en Argentine, ouvrent la porte à de nouvelles occasions de renforcer le mouvement et d'élargir l'action de ses composantes.

Dans tous ces cas, nous avons osé sortir des sentiers battus. Nous avons parfois « brassé la cage » pour faire avancer nos projets, et nous pouvons maintenant dire mission accomplie!

Sans aucun doute, le bilan de l'année 2006-2007 s'avère fort positif. Le Chantier de l'économie sociale a récolté le fruit d'un travail colossal entrepris il y a dix ans. Ce bilan constitue le résultat d'une mobilisation impressionnante de divers réseaux, de l'engagement soutenu des administrateurs et de l'esprit d'innovation qui caractérise l'action du Chantier. Après 10 ans, il faut prendre acte du chemin parcouru, tirer satisfaction des résultats et surtout s'appuyer sur les acquis afin de se projeter dans l'avenir pour les prochaines étapes de développement.

Nous remercions infiniment tous nos partenaires, et plus particulièrement les membres du conseil d'administration et de l'équipe permanente qui ont investi une somme d'énergie importante et qui ont fait preuve d'une solidarité exceptionnelle pour la poursuite de nos objectifs. Le bilan des réalisations de cette année nous prouve que l'action et l'intelligence collectives n'ont pas de limites! ■

Nancy Neamtan
Présidente-directrice générale

LE BILAN DES ACTIVITÉS

UNE PARTICIPATION RÉGIONALE EXCEPTIONNELLE!

La Saison de l'économie sociale et solidaire s'est clôturée à la fin novembre 2006 après trois mois d'effervescence. Près d'une centaine d'activités se sont organisées sous le slogan: *Cet automne le Québec affiche ses valeurs !* La participation des partenaires et de l'ensemble des régions a été exceptionnelle.

Rappelons que la saison a été lancée à Québec le 14 septembre 2006 dans le cadre de la première Foire de l'économie sociale et du commerce équitable de la Capitale-Nationale organisée par le pôle régional. Le 28 septembre se déroulait à la TOHU le lancement montréalais de la saison au cours duquel était présenté en première le film *Une autre mondialisation est en marche*, un documentaire qui aborde la question de la solidarité au Nord comme au Sud.

FOIRE
de l'économie sociale et du commerce équitable

Soucieux d'assurer une meilleure visibilité aux entreprises d'économie sociale et de leur offrir des opportunités de commercialisation, cinq foires de l'économie sociale et du commerce équitable se sont succédées au cours de l'automne 2006. Après la Foire de la région de Québec, la Table d'entrepreneuriat collectif du Bas-Richelieu a piloté la Foire de l'économie sociale de Sorel-Tracy les 22 et 23 septembre. Le Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais a soutenu la Foire de Gatineau les 13 et 14 octobre. Économie communautaire Francheville, en collaboration avec le pôle régional d'économie sociale, a organisé le 11 novembre la Foire de la Mauricie. Et, les 17 et 18 novembre, se tenait la Foire nationale, sous la coordination d'Équiterre et du CÉSIM, en collaboration avec le Chantier de l'économie sociale. Afin de favoriser les activités de réseautage, la Table des entreprises d'économie sociale de Rouyn-Noranda organisait le 21 novembre à Rouyn-Noranda une foire réservée aux acteurs de l'économie sociale.

Plusieurs colloques et journées consacrées à l'économie sociale ont également été organisés dont notamment en Montérégie, à Montréal, en Estrie, dans la région du Centre-du-Québec, en Beauce, en Chaudière-Appalaches et dans Lanaudière.

Le Comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale, en collaboration avec l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS), a coordonné un séminaire portant sur *Les jeunes en économie sociale.*

Un deuxième séminaire ayant pour thème *La culture comme moteur de développement social et économique* s'est tenu à la fin octobre. Cette rencontre, coordonnée par le Chantier, l'Association culturelle du Sud-Ouest de Montréal et l'ARUC-ÉS, réunissait une quarantaine de participants représentant des entreprises du secteur de la culture ayant pignon sur rue dans une dizaine de régions. ■

Foire de l'économie sociale et du commerce équitable de la Mauricie, novembre 2006

UN RENDEZ-VOUS MÉMORABLE POUR LES ACTEURS DE L'ENTREPREUNARIAT COLLECTIF ET LEURS PARTENAIRES

Les 16 et 17 novembre 2006 se déroulait, au Centre communautaire Roussin à Pointe-aux-Trembles, le Sommet de l'économie sociale et solidaire. L'événement a rassemblé plus de 700 personnes : des acteurs de tous les secteurs et de toutes les régions du Québec, des élus, des représentants gouvernementaux, des chercheurs, des partenaires syndicaux, communautaires, coopératifs et mutualistes, des réseaux de jeunes et des organisations de coopération internationale, de même que des partenaires d'une vingtaine de pays en provenance des cinq continents. Tous ensemble, ils ont pu partager le bilan de la dernière décennie, identifier les principaux défis et prioriser les pistes d'action afin de mieux soutenir le développement de l'entrepreneuriat collectif.

En conférence d'ouverture, Clément Guimond, coordonnateur général de la Caisse d'économie solidaire Desjardins et Laure Waridel, cofondatrice d'Équiterre ont présenté conjointement une vision d'ensemble du chemin parcouru depuis 10 ans.

« Nous sommes pas mal de monde ici au Québec, comme ailleurs, qui n'ont ni la tête dans le sable, ni la tête dans les nuages. On sent que partout, il y a des hommes et des femmes, des jeunes et des moins jeunes, qui se mobilisent autour d'une autre façon de développer, pour un développement durable et une économie plus solidaire et inclusive. Ils le font par des milliers de gestes concrets : par des activités entrepreneuriales, par une consommation responsable, par la participation démocratique dans le développement de leur collectivité locale et leur région, par des actions de solidarité internationale. Dans les faits, ce Sommet de l'économie sociale et solidaire est une belle illustration de cette mobilisation » a soutenu, Clément Guimond.

« Au moment du sommet en 1996, ce qui a le plus motivé les acteurs de l'économie sociale était la nécessité de créer des emplois et de mieux concilier développement économique et social. En 2006, nous savons tous qu'un autre défi doit aussi faire partie intégrante de l'équation : celui de protéger la planète. Il est temps de tenir compte des coûts environnementaux et sociaux engendrés par notre système » a précisé Laure Waridel en conclusion.

La participation de représentants politiques lors de cet événement a été importante. Le matin de l'ouverture, le premier ministre du Québec, Jean Charest, s'est adressé aux participants en soulignant que, de nos jours, on ne peut plus parler de développement sans tenir compte de l'économie sociale. Monsieur Raymond Bachand, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et André Boisclair, député de Pointe-aux-Trembles, participaient également à l'événement le vendredi 17 novembre. Claude Rousseau, premier vice-président de Bell Canada a quant à lui annoncé l'appui financier de Bell pour la réalisation du Portail Économie sociale Québec. ▶

Sommet de l'économie sociale et solidaire, novembre 2007

photo : Éric Mailloux

Le résultat d'une année de travail

Au cours de l'année précédant le sommet, une dizaine de comités de travail ont dressé le bilan de l'économie sociale pour la dernière décennie tout en identifiant une série de défis et de pistes d'action. Les résultats de ces travaux ont été présentés et discutés dans cinq ateliers de travail : Entreprendre solidairement, Travailler solidairement, Investir solidairement, Développer nos territoires solidairement, Consommer de façon responsable et Mondialiser solidairement. Suite à ces séances de travail, les responsables des comités thématiques ont présenté, en plénière, les pistes d'actions qui ont été priorisées par les participants.

La vingtaine de pistes d'action qui ont été présentées visent à améliorer la cohérence entre les missions et les préoccupations sociales, économiques et environnementales des entreprises collectives et cela en ayant un souci de solidarité non seulement au Québec, mais également à l'échelle internationale. À ce titre, la valorisation de la consommation responsable, notamment en encourageant l'achat de services et de produits entre les entreprises d'économie sociale a été retenue.

De nombreuses propositions ont pour objectif de mieux soutenir le développement du secteur de l'économie sociale par l'amélioration des conditions de travail, par la reconnaissance, la valorisation et une meilleure qualification de la main-d'œuvre, par le développement de pratiques de commercialisation et par l'établissement de réseautage.

La question du financement a aussi été identifiée comme prioritaire, notamment en ce qui concerne la consolidation et l'élargissement de l'approvisionnement des intermédiaires de la finance solidaire. Il a été proposé de mettre en place un réseau des acteurs du capital de développement et de la finance solidaire afin d'offrir de la formation et développer de nouveaux produits financiers.

Il a été convenu que certaines réformes des politiques publiques étaient nécessaires afin de faciliter le financement des entreprises collectives. La consolidation de l'enveloppe financière du Fonds de développement des entreprises d'économie sociale a été jugée prioritaire tout comme le maintien des mandats et la consolidation des budgets des centres locaux de développement (CLD) et des corporations de développement économique et communautaire (CDEC). Il est primordial que chaque région du Québec ait un accès équitable aux ressources de développement de l'économie sociale et à des outils de financement appropriés à la diversité des besoins identifiés.

L'événement s'est clôturé par l'adoption de la Déclaration du Sommet de l'économie sociale et solidaire qui a confirmé l'engagement unanime des participants en faveur de la construction d'un projet social et économique sans perdants, en s'inspirant des valeurs de justice, d'équité, de solidarité et de démocratie.

En janvier 2007, les membres du comité organisateur du sommet, réunis pour faire le bilan de l'opération, ont décidé de poursuivre leur travail au sein d'un comité de suivi pour une période d'une année. Ce comité qui permet de maintenir la synergie établie à l'occasion de cet événement s'assure que le processus de mise en œuvre des pistes d'action adoptées est bien enclenché. ■

Des membres du Comité organisateur du Sommet de l'économie sociale et solidaire

photo : Éric Mailloux

LES LIENS RÉGIONAUX ET LOCAUX

Le travail de mise en place des pôles régionaux d'économie sociale s'est continué tout au long de l'année. Les régions de la Gaspésie-les-Îles-de-la-Madeleine et de la Montérégie ont toutes deux signé une entente, portant à 15 le nombre de régions ayant une entente de partenariat avec le Chantier de l'économie sociale. La Côte-Nord a également mis sur pied un pôle régional et l'entente devrait être signée au cours de l'automne 2007; nous continuerons aussi le travail amorcé avec le Grand-Nord.

Trois ans après la signature de la première entente de partenariat, un exercice d'évaluation a débuté avec le pôle du Centre-du-Québec; cet exercice devrait se poursuivre au cours de la prochaine année.

La signature d'ententes partenariales entre le Chantier et les pôles régionaux a certainement permis au mouvement de l'économie sociale de s'enraciner davantage, d'accroître son rayonnement et ses capacités d'action. Ces ententes ont également permis d'établir de meilleurs moyens de communication et lieux d'échanges facilitant ainsi le travail de concertation, de promotion et le développement d'outils. Les rencontres nationales des pôles régionaux - de deux à trois par année - permettent aux régions de partager, d'échanger et de développer des stratégies et des outils communs.

Des rencontres nationales du Comité permanent des pôles régionaux d'économie sociale ont eu lieu à Montréal le 28 septembre 2006 et le 4 avril 2007.

Dans le cadre de la Saison de l'économie sociale et solidaire, nous avons participé à différentes activités régionales organisées par les pôles ou en collaboration avec ces derniers, dans les régions de Chaudière-Appalaches, de l'Estrie, du Bas-Saint-Laurent, de Montréal, de Québec, de la Mauricie et de l'Abitibi-Témiscamingue où nous nous sommes d'ailleurs rendus avec la délégation du Forum brésilien de l'économie solidaire qui prenait part au Sommet de l'économie sociale et solidaire.

Nous avons également participé à des colloques ainsi qu'à des rencontres régulières et des assemblées générales de pôles régionaux, notamment pour les régions de la Montérégie, de la Mauricie et de la Gaspésie-les-Îles-de-la-Madeleine. Nous avons aussi organisé, en collaboration avec des partenaires régionaux, locaux et sectoriels, des activités de sensibilisation à l'économie sociale, et ce, un peu partout au Québec.

De plus, nous avons tenu à Montréal une première formation sur l'intégration de contenu au portail de l'économie sociale. Des représentants des pôles régionaux ont aussi participé aux ateliers de formation sur la politique d'investissement de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale; au nombre de quatre, ces ateliers se sont tenus à Montréal et à Québec. Quatre séminaires de formation en gestion financière, organisés en collaboration avec ÉCOF, ont également été offerts aux équipes de direction des entreprises d'économie sociale de la région de la Mauricie; une vingtaine de personnes ont participé à chacun des séminaires.

Des membres de l'équipe du Chantier ont également contribué, à titre de conférenciers, aux congrès annuels de l'Association des centres locaux de développement du Québec et de la Fédération québécoise des municipalités. Nous avons aussi participé à un séminaire exploratoire organisé, avec la collaboration du Chantier, par le Réseau québécois de développement social et portant sur les liens à faire entre le développement social et l'économie sociale; plusieurs représentants de pôles régionaux d'économie sociale y ont également assisté. Finalement, nous avons participé, à l'invitation du ministère des Affaires municipales et des Régions, à une consultation relative au renouvellement de la Politique nationale de la ruralité.

Au cours de la dernière année, l'organisation de la Saison et du Sommet de l'économie sociale et solidaire a pris le pas sur quelques dossiers, notamment celui du projet de recherche-action *Économie sociale et ruralité*, visant le développement d'une approche innovante en matière de revitalisation des milieux ruraux éloignés ou en marge des grands centres. Les résultats de cette recherche-action seront publiés sous la forme d'un guide de bonnes pratiques d'ici la fin de l'automne 2007. ■

LES CENTRES DE LA PETITE ENFANCE

L'année 2006-2007 en a été une de restructuration pour les centres de la petite enfance (CPE), confrontés au remaniement du réseau à la suite de l'adoption de la loi 124. La réforme a transféré la gestion des 88 000 places de garde en milieu familial (auparavant partagées entre 884 CPE) à 165 CPE agréés à titre de bureaux coordonnateurs, provoquant la fermeture de 1100 postes de conseillères pédagogiques.

Néanmoins, le dossier de l'équité salariale a été réglé de manière jugée satisfaisante tant du côté patronal que syndical. Une mutuelle de prévention en santé et sécurité au travail a été relancée. Une coopérative d'achats, William coop, a été mise en place afin d'augmenter le pouvoir d'achat des CPE et leur donner une plus grande force de négociations avec les fournisseurs.

La Coalition pour la consolidation des services de garde et des services aux familles, dont le Chantier est membre, s'est fait entendre lors de la campagne électorale, revendiquant un engagement pour la consolidation du réseau de centres de la petite enfance, notamment par le développement de 20 000 nouvelles places en CPE tout en réitérant l'urgence pour le Québec de se doter d'une véritable politique de conciliation famille-travail.

Lors du dépôt du budget du gouvernement québécois, le 24 mai 2007, la déception a été importante. En effet, il n'y avait aucune mesure concrète à cet effet. Lors de la campagne électorale, le gouvernement libéral s'était pourtant engagé à développer 20 000 nouvelles places d'ici 4 ans.

Les membres de la coalition reprendront leurs activités de mobilisation au cours de l'automne. Ils réaffirmeront l'importance de la mission éducative et sociale des CPE, tout en réclamant le maintien et le développement de la qualité, de l'accessibilité et de l'universalité des services de garde. ■

AIDE DOMESTIQUE

Les entreprises d'économie sociale en aide domestique (EESAD) ont connu une année plus que difficile. Une augmentation majeure du taux de cotisation à la CSST, des difficultés d'ajustement dans le domaine de l'informatisation, des problèmes de recrutement et autres défis régionaux et locaux ont demandé des efforts parfois surhumains de la part des gestionnaires, des administrateurs et des travailleurs. Pour certains dossiers, le Chantier de l'économie sociale a soutenu la démarche des regroupements. Le conseil d'administration a pris l'engagement d'offrir un soutien accru au cours de la prochaine année afin de permettre à ce secteur de retrouver des conditions propices à la consolidation et au développement de ces entreprises maintenant essentielles au bien-être de dizaines de milliers de personnes à travers le Québec. ■

Foire de l'économie sociale et du commerce équitable de la Mauricie, novembre 2006

Parc du Bourg, Pabos Mills, Gaspésie

Le bilan des activités

CULTURE

Au cours de la dernière année, la culture a bénéficié d'une plus grande reconnaissance en tant que vecteur de développement de l'économie sociale. Le séminaire *La culture comme moteur de développement social et économique* organisé en octobre 2006 dans le cadre de la préparation du Sommet de l'économie sociale et solidaire, a permis de regrouper des entreprises de plusieurs régions et de s'entendre sur des priorités d'action. Le bilan des discussions a fait ressortir l'importance de mieux faire reconnaître la mission de ces entreprises de même que les impacts sociaux et économiques liés à leur présence dans les différentes communautés. Les difficultés liées à la survie de ces organisations ont également été soulevées.

Dans les rencontres de suivi suite au sommet, un dialogue a été établi avec le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine dans le but d'obtenir, d'une part, une reconnaissance de la contribution des entreprises d'économie sociale en culture au développement des régions et collectivités et, d'autre part, d'assurer un soutien plus adéquat pour leur essor. ■

L'HABITATION COMMUNAUTAIRE

Encore cette année, le Chantier a appuyé l'Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ), la Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH) et le Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH), dans leurs efforts afin de favoriser le développement du logement communautaire au Québec.

Ces organisations ont créé une coalition pressant l'État québécois de poursuivre le développement de logements sociaux et communautaires en reconduisant le programme AccèsLogis. Le Chantier ainsi que le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM) ont participé à cette coalition qui a reçu de nombreux appuis parmi lesquels on peut compter ceux de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), du Fonds québécois d'habitation communautaire, de la Fédération de travailleurs du Québec (FTQ), de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), de conseils régionaux des élus (CRÉ) et de pôles régionaux d'économie sociale en plus de centaines de coopératives et d'OBNL d'habitation du Québec.

Cet important soutien a démontré l'importance du logement social et communautaire pour les communautés du Québec et a fourni un argument de poids pour convaincre le gouvernement québécois d'investir des fonds additionnels permettant la réalisation de 2 000 logements supplémentaires au cours des deux prochaines années. Le Chantier a également appuyé le RQOH dans ses efforts pour obtenir du financement pour le soutien communautaire en logement social.

Rappelons que le Chantier est membre des conseils d'administration du Fonds québécois d'habitation communautaire (FQHC) et du Fonds d'investissement Montréal (FIM). Le FQHC a pour mission de favoriser la réalisation et le maintien de logements communautaires de qualité à coût abordable. Le FIM a pour mission de mobiliser des fonds privés pour le développement de projets d'habitations coopératives et d'organismes à but non lucratif en habitation sur l'île de Montréal. ■

Photo : Claudine Desjardins

Le bilan des activités

L'ENVIRONNEMENT

Le Chantier a participé encore cette année aux travaux de la filière textile de Recyc-Québec. Ce comité, composé de représentants de l'économie sociale et d'acteurs privés du secteur du textile, est chargé de proposer des mécanismes favorisant l'atteinte des objectifs de récupération définis par la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles pour cette filière. La contribution du Chantier a été principalement de favoriser les réflexions portant sur le financement des coûts de collecte des matières textiles des ressourceries et autres entreprises d'économie sociale œuvrant dans le secteur de la gestion des matières résiduelles.

Le Chantier a également participé au comité de sélection des projets du Programme d'aide aux entreprises d'économie sociale œuvrant dans le cadre des plans de gestion des matières résiduelles de Recyc-Québec.

L'implication du Chantier en environnement ne s'est pas seulement limitée à la gestion des matières résiduelles. Le Sommet de l'économie sociale et solidaire de novembre 2006 a permis d'élargir notre action, en particulier en matière de consommation responsable. Des démarches avec l'organisme Équiterre ont été entreprises afin de développer, sur le portail economiesocialequebec.ca, une section consacrée à la consommation responsable. En juin, nous avons également tenu un kiosque d'information au Salon national de l'environnement 2007 qui se déroulait dans le Vieux-Port de Montréal. ■

NOS OUTILS FINANCIERS

LA FIDUCIE DU CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Le 15 novembre 2006, un jalon important a été posé pour la capitalisation des entreprises d'économie sociale. Constituée par le Chantier de l'économie sociale aux termes d'un acte de fiducie intervenu le 30 mai 2006, ce n'est qu'à la veille du Sommet de l'économie sociale et solidaire que se sont finalisées les discussions ayant mené à la capitalisation initiale de la Fiducie et au début de ses opérations.

Forte d'une capitalisation initiale de 52,8 millions de dollars provenant des partenariats négociés avec les gouvernements du Canada et du Québec ainsi qu'avec le Fonds de solidarité FTQ et Fondaction CSN, la Fiducie du Chantier de l'économie sociale est à présent en mesure de soutenir la volonté du Chantier de l'économie sociale de renforcer la place des entreprises d'économie sociale dans l'économie du Québec. Pour ce faire, la Fiducie entend investir 10 millions de dollars annuellement auprès des entreprises d'économie sociale, et ce, dans l'ensemble des régions du Québec.

Rappelons que l'objectif principal de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale consiste à améliorer l'accès des entreprises d'économie sociale à du financement à long terme, notamment sous forme de prêts et de capitalisation. Ainsi, la Fiducie du Chantier de l'économie sociale offre des prêts de capital patient à des taux très avantageux. Elle vise également à amasser huit millions de dollars additionnels et à développer un marché secondaire.

Après trois ans d'efforts soutenus de la part du Chantier de l'économie sociale et de ses partenaires, la réussite de ce projet démontre encore une fois que la volonté d'inclusion du Chantier, conjuguée à son pouvoir rassembleur, a permis de donner vie à ce que d'aucun considérait au départ comme relevant de l'utopie.

La Fiducie du Chantier de l'économie sociale a débuté ses opérations d'investissement le premier février 2007 et a reçu, en date du 31 juillet 2007, 19 demandes d'investissement, pour un total de près de huit millions de dollars. Sur ce nombre de demandes, déjà cinq projets ont été acceptés pour un investissement total de deux millions de dollars. ■

fiducie
du Chantier
de l'économie sociale

Lancement de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale, Québec, janvier 2007

photo: Jonathan Robert

LE RÉSEAU D'INVESTISSEMENT SOCIAL DU QUÉBEC

Depuis sa mise en place par le Chantier de l'économie sociale en 1997, le RISQ a su se tailler une place majeure dans le soutien et le développement des entreprises collectives au Québec. Depuis 1997, il a investi plus de 10 millions de dollars générant un total de 100 millions de dollars d'investissement dans plus de 445 projets d'économie sociale au Québec, ce qui a permis de créer ou de maintenir plus de 5 425 emplois.

En plus de poursuivre son travail d'investissement autant par le volet capitalisation que par celui de l'aide technique, le RISQ assume depuis cette année le mandat d'analyse et de suivi des investissements de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale. Ce nouveau mandat lui permet de participer à la bonification de l'offre de nouveaux produits de capital patient pour les entreprises d'économie sociale du Québec.

L'année 2006 a été également marquée par des débats portant sur la gouvernance du RISQ qui ont permis de réaffirmer l'identité du RISQ comme partie intégrante de la famille du Chantier de l'économie sociale. Notons également que des coupures de postes ont dû être effectuées suite à la décision du gouvernement du Québec de cesser de financer une partie des opérations de l'organisme.

L'équipe du RISQ a su, malgré ces bouleversements organisationnels, préserver sa mission et maintenir la qualité de ses services et de ses interventions auprès des entreprises d'économie sociale. Nous saluons l'arrivée de Stéphane Chabot en tant que directeur général par intérim. À l'emploi du RISQ depuis bientôt six ans, il a su prendre la barre avec succès après une période d'intérim qui avait été assurée par monsieur Hubert Brooks suite au départ de madame Élise Tessier. Présidente du conseil d'administration depuis la fondation de l'organisme, Nancy Neamtan, a quitté le RISQ pour présider le Conseil des fiduciaires de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale.

La nouvelle équipe du RISQ est prête à relever les nombreux défis qui l'attendent notamment ceux de s'ajuster aux besoins changeants des entreprises d'économie sociale, de gérer une demande croissante des investissements liée principalement à la nouvelle entente conclue avec la Fiducie du Chantier de l'économie sociale et de réfléchir sur le positionnement du RISQ, ses possibilités de recapitalisation et les moyens d'assurer sa viabilité économique. ■

RISQ

RÉSEAU D'INVESTISSEMENT SOCIAL DU QUÉBEC

LES COMMUNICATIONS
LA RECHERCHE EN ACTION
LA VIE ASSOCIATIVE
LE COMITÉ JEUNESSE
LES LIENS HORS QUÉBEC

LES COMMUNICATIONS

Au cours de la dernière année, la tenue de la Saison et du Sommet de l'économie sociale et solidaire a fortement mobilisé les activités de communication du Chantier. Sous le slogan *Cet automne, le Québec affiche ses valeurs!*, un ensemble d'outils graphiques et de promotion ont été développé.

Au moment du lancement de la saison en septembre 2006, en plus d'avoir conclu une entente de service avec l'Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec - Radiovision pour la couverture de divers événements et la promotion de la saison, le Chantier a proposé au journal Le Devoir la publication d'un cahier spécial. Ainsi, près de 45 000 foyers ont reçu ce cahier de 12 pages présentant diverses facettes du développement de l'économie sociale. Le Chantier s'est procuré quelques milliers de tirés à part. Ce cahier et la programmation de la saison ont été distribués largement dans l'ensemble du Québec via les divers réseaux. Nous nous sommes également assurés de placer de la publicité dans un ensemble varié de médias régionaux, tout particulièrement à l'occasion des différentes foires qui se sont déroulées tout au cours de l'automne.

Le site Internet du Chantier a été remanié afin d'inclure des sections d'information sur la saison, les foires et le sommet. En collaboration avec la coop Envoy, un module d'inscription en ligne a été mis à la disposition des participants du sommet.

Nous avons aussi collaboré à la coproduction et la diffusion du film *Une autre mondialisation est en marche*. Ce documentaire de trente minutes, qui aborde la question de la solidarité au Nord comme au Sud, a été diffusé en première lors du lancement montréalais de la saison et, par la suite, présenté dans plusieurs événements régionaux.

À l'occasion du Sommet de l'économie sociale et solidaire, nous avons conclu une entente avec le Journal Les Affaires, dont le tirage hebdomadaire est de 82 000 copies, pour la publication d'un dossier sur l'économie sociale qui est paru le 18 novembre.

En vue du sommet, nous avons produit un rapport synthèse des travaux préparatoires qui ont été conduits par une armée de bénévoles pendant près d'un an. Afin d'avoir des outils permettant de présenter l'importance et l'apport de l'économie sociale dans toutes les régions du Québec, nous avons préparé, en collaboration avec les pôles, 16 portraits régionaux.

La grande disponibilité et le prestige des porte-parole qui ont accepté de s'associer au sommet et à la saison, nous ont permis de conduire des relations de presse fort fructueuses. Nous remercions grandement pour leur temps et leur générosité : monsieur Claude Béland, ancien président du Mouvement des caisses Desjardins, monsieur Clément Guimond, coordonnateur de la Caisse d'économie solidaire, K, écommunicatrice, madame Nancy Neamtan, présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale et madame Laure Waridel, cofondatrice d'Équiterre. ▶

Les porte-parole du Sommet de l'économie sociale et solidaire, de gauche à droite : Claude Béland, exprésident du Mouvement Desjardins, Laure Waridel, cofondatrice et présidente d'Équiterre, K. écommunicatrice, Clément Guimond, coordonnateur général, Caisse d'économie solidaire Desjardins, Nancy Neamtan, Chantier de l'économie sociale

photo Éric Mailloux

photo: Jonathan Robert

Lancement de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale

La publication de bulletins spéciaux dédiés à la saison et au sommet de même que le relai de l'information fait notamment par les administrateurs du Chantier, les employés et notre réseau de partenaires, nous a permis d'avoir une large représentation lors du sommet.

Dans les mois qui ont suivi, le Chantier a maintenu ses activités de communication sur divers dossiers. Nous sommes intervenus par rapport aux deux budgets provinciaux qui se sont succédé au début de l'année 2007. Lors du dépôt du budget de mai, le Chantier a exprimé sa déception face à un budget qui misait avant tout sur des baisses d'impôt et sur des mesures fiscales favorisant l'entreprise privée.

Le Chantier, en partenariat avec différents réseaux, s'est également adressé aux médias pour :

- demander le respect des engagements en matière de services de garde et de soutien aux familles par le gouvernement québécois;
- exiger la reconduction du programme AccèsLogis;
- souligner le lancement de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale;
- publiciser l'entente de partenariat du Chantier avec le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec;

Plusieurs outils de communications

En plus de son site Internet, le Chantier dispose de deux principaux moyens de communication avec ses membres et sympathisants : le *Bulletin*, diffusant largement des nouvelles générales concernant l'économie sociale, et le *Osons*, une publication réservée aux membres qui présente les activités de l'équipe tout en diffusant des nouvelles des membres et des partenaires. Au cours de la dernière année, compte tenu de l'importance de la mobilisation que nous avons dû assurer en vue de la saison et du sommet, la priorité a été accordée à la diffusion du *Bulletin*.

La mise en ligne du Portail Économie sociale Québec (www.economiesocialequebec.qc.ca), nécessitera une modification de nos stratégies de communication et une redéfinition du rôle et du contenu du site Internet du Chantier et de ses deux bulletins d'information.

Le Portail économie sociale Québec

Le Chantier de l'économie sociale et de nombreux partenaires travaillent à la constitution d'un portail Internet destiné à l'économie sociale. Depuis janvier dernier, la mise en place du portail sur le web a connu un développement rapide. La mise en ligne préliminaire s'est faite au printemps et le lancement officiel se fera le 12 octobre à l'occasion de l'assemblée générale du Chantier. ▶

Économie sociale Québec est un outil collectif et interactif au service des acteurs et des partenaires de l'économie sociale dans l'ensemble des régions du Québec ainsi qu'un espace vivant alimenté par un large éventail d'intervenants.

Un répertoire et plusieurs utilitaires

En plus de présenter différents dossiers et de l'information régionale, d'offrir des outils de recherche et de publication, le portail comporte un répertoire des entreprises d'économie sociale et des organismes de soutien. Dans ce répertoire, subdivisé par secteurs d'activités, chaque entreprise ou organisme d'économie sociale a une fiche d'information, où s'y trouvent notamment ses coordonnées et une description de ses produits et ses services.

De plus, toujours dans l'esprit « collectif » du portail, chaque entreprise ou organisme dispose d'un code d'accès qui lui permet de gérer lui-même l'information de sa fiche. Valeur ajoutée: un catalogue des produits et des services de l'économie sociale – *Achetez solidaire* – vient se greffer au répertoire. Il s'agit d'un catalogue auquel les entreprises et les organismes ont également accès par le biais de leur code. Ces deux outils s'inscrivent assurément parmi les moyens indispensables pour soutenir la commercialisation d'entreprises et favoriser le réseautage.

Un autre aspect important du portail est la place faite aux régions. Représentée par un pôle, chaque région du Québec bénéficie d'un espace lui étant exclusivement destiné. Dans ces sections régionales, les visiteurs y trouvent bien sûr de l'information locale, mais également la liste des entreprises d'économie sociale et organismes de soutien œuvrant dans chacune de ces régions. Chaque pôle régional est en mesure d'animer lui-même sa section. Ce principe d'autogestion a été privilégié afin de s'assurer que chaque région puisse être présentée selon ses caractéristiques propres et ses réalités locales.

Pour compléter le tout, un espace *Blogue*, outil de parole citoyenne de plus en plus populaire, est mis à la disposition de tous les gens intéressés de près ou de loin par l'économie sociale. Ces blogues permettent de prendre le pouls, de manière plus personnelle, de l'économie sociale au Québec, de mesurer son impact dans la communauté et dans la vie quotidienne de ceux et celles qui la font progresser. ■

économiesocialequébec
www.economiesocialequebec.ca

Les partenaires d'Économie sociale Québec

Le Chantier de l'économie sociale est le promoteur du portail et ses principaux collaborateurs sont :

- Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ES) et le Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ES)
- Centre d'étude et de coopération internationale (CECI)
- Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)
- Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ESAC)
- Équiterre
- Fiducie du Chantier de l'économie sociale
- Réseau d'investissement social du Québec (RISQ)

LA RECHERCHE EN ACTION

Depuis la création de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) en 2000 et celle du Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale (RQRP-ÉS) en 2005, le Chantier et ses partenaires y jouent un rôle primordial. Rappelons que la codirection de l'ARUC-ÉS et du RQRP-ÉS est assurée par la présidente-directrice générale du Chantier, Nancy Neamtan. Des membres du conseil d'administration codirigent des chantiers d'activités partenariales (CAP), des groupes de recherche et d'activités partenariales (GRAP) ou participent au comité de coordination des deux réseaux de recherche. De plus, des membres de l'équipe participent aux rencontres et aux autres activités. Le codirecteur de l'ARUC-ÉS et du RQRP-ÉS, Jean-Marc Fontan, siège aussi comme représentant de l'ARUC-ÉS au Conseil d'administration du Chantier de l'économie sociale.

Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale

Là aussi, l'année 2006 a été marquée par le Sommet de l'économie sociale et solidaire. L'ARUC-ÉS a investi temps et énergie afin de participer aux activités préparatoires du sommet et plusieurs membres (chercheurs, partenaires et étudiants) ont pris part aux travaux de bilan. Soulignons en particulier le travail du CAP financement qui a coordonné la réalisation de l'atelier Investir solidairement dans le cadre du sommet. Des stagiaires de l'ARUC-ÉS ont travaillé à la préparation des documents pour les ateliers Travailler solidairement et Mondialiser solidairement. L'ARUC-ÉS a également participé étroitement à la réalisation des ateliers de réflexion en préparation du sommet sur les entreprises culturelles en économie sociale de même que celui sur les jeunes en économie sociale.

Des thématiques importantes pour l'économie sociale ont marqué les travaux de l'ARUC-ÉS au cours de la dernière année : la question du logement communautaire pour les personnes âgées, la situation des EESAD, la question de l'exemption des taxes foncières pour les OBNL ou encore la question de l'accessibilité dans le secteur du loisir et du tourisme social.

L'ARUC-ÉS est un lieu important pour la formation d'étudiants et leur sensibilisation à l'économie sociale. En 2006-2007, plus de 50 étudiants ont pris part aux activités de recherche de l'ARUC-ÉS.

Dans la foulée des recommandations du sommet, le CAP financement assurera la mise en place d'un réseau de la finance solidaire au Québec et un comité de réflexion sur la gestion des entreprises a été mis en place.

Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale

Depuis septembre 2005, le mouvement de l'économie sociale s'est doté d'une nouvelle structure de recherche, le RQRP-ÉS. Ce réseau est décentralisé dans huit régions du Québec et huit comités mixtes formés de chercheurs de l'université de la région et de représentants du pôle régional ont été mis en place.

Vingt-huit projets de recherche sont en cours dans l'ensemble des régions. Ces projets de recherche touchent différentes questions liées à l'économie sociale et ont tous un ancrage régional. Certaines thématiques sont communes à différentes régions : les conditions d'émergence, les facteurs de réussite des entreprises d'économie sociale dans les milieux ruraux et urbains ou encore la réalisation de portraits de l'économie sociale.

Le RQRP-ÉS a tenu son premier colloque le 31 mai dernier à Trois-Rivières. Près de 40 personnes (praticiens, chercheurs, étudiants) provenant de sept régions du Québec ont participé à cette rencontre. Ce colloque a permis de renforcer les liens entre les partenaires des différentes régions et de montrer que les recherches mises de l'avant touchent des problématiques qui ont une résonance chez les praticiens de l'économie sociale. Le prochain colloque se déroulera en Abitibi-Témiscamingue au printemps 2008.

Un comité spécial du RQRP-ÉS a conçu un outil pour la réalisation d'un portrait régional d'économie sociale. ▶

Un travail conjoint ARUC-ÉS et RQRP-ÉS

Faire de la recherche en partenariat qui soit satisfaisante tant pour les praticiens que pour les chercheurs demeure un défi. Un comité mixte de l'ARUC-ÉS et du RQRP-ÉS a travaillé à la production de deux guides pour permettre aux praticiens et chercheurs de mieux apprivoiser la recherche partenariale. Le premier guide, *La recherche partenariale : le modèle de l'ARUC-ÉS et du RQRP-ÉS*, présente le processus pour réaliser une recherche partenariale. Le second, *le Guide pour la valorisation des connaissances en contexte de recherche partenariale*, propose différents moyens pour mieux diffuser les résultats de recherche auprès des praticiens. Ces deux guides publiés en juin 2007 permettent d'aborder la question de la recherche partenariale de façon concrète. Ils sont accessibles sur le site de l'ARUC-ÉS et du RQRP-ÉS (www.aruc-es.uqam.ca).

aruc : ÉCONOMIE SOCIALE : rqrp

ALLIANCE DE RECHERCHE UNIVERSITÉS-COMMUNAUTÉS
RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE PARTENARIALE

Perspectives

Pour l'année 2007-2008, en plus de poursuivre le travail tant au sein de l'ARUC-ÉS que du RQRP-ÉS, le conseil d'administration du Chantier devra se pencher sur les suites qu'il veut donner à l'expérience de recherche partenariale. Compte tenu des échéanciers des organismes subventionnaires et de la fin de l'ARUC-ÉS en décembre 2009, un plan de travail doit être élaboré dans la prochaine année afin de pouvoir pérenniser la recherche partenariale en économie sociale. ■

LA VIE ASSOCIATIVE

Cette année, la vie associative du Chantier de l'économie sociale s'est principalement déroulée au rythme de la Saison de l'économie sociale et solidaire, de la tenue des Foires de l'économie sociale et du commerce équitable, de la préparation du Sommet de l'économie sociale et solidaire et du lancement officiel de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale. Ces activités ont mobilisé bon nombre des membres du Chantier, de même que les administrateurs et une multitude de partenaires de partout au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde. Rien de tel pour redynamiser la vie associative d'une organisation qui affichait fièrement, avec la grande famille, les dix ans d'un mouvement bien vivant!

Encore cette année, les membres du conseil d'administration n'ont pas fait l'économie de leur temps pour bon nombre de dossiers dont le sommet et ses suites, les débats sur la gouvernance de la Fiducie du Chantier et celle du RISQ, la mise en œuvre de stratégies régionales et les liens nationaux et internationaux.

Compte tenu des activités liées à la Saison et au Sommet de l'économie sociale et solidaire, les comités de travail, créés au cours des dernières années ont considérablement ralenti leurs activités. Ils ont toutefois contribué, de près ou de loin, aux travaux préparatoires ainsi qu'au déroulement des activités de la saison et du sommet.

Par ailleurs, dans la foulée des rencontres et des séminaires préparatoires au sommet, le Comité jeunesse en a profité pour se renouveler et est en voie de se structurer de façon plus formelle et représentative des réseaux de jeunes. D'autres comités ont aussi vu le jour au sortir du sommet et participeront activement à la mise en œuvre des pistes d'action adoptées.

Au cours de l'année, le conseil d'administration a tenu six rencontres régulières; le comité exécutif s'est réuni, quant à lui, à sept reprises. De plus, les membres du conseil d'administration et du comité exécutif ont partagé, en collaboration avec l'équipe de travail, des mandats de représentation dans le cadre de présentations publiques et de consultations gouvernementales.

De même, des représentants du Chantier siègent au sein des conseils d'administration du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) et du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC) ainsi qu'au Conseil des fiduciaires de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale.

Foire de l'économie sociale du Bas-Saint-Laurent, avril 2007

COMITÉ JEUNESSE

La question de la relève a été l'un des thèmes jugés essentiels lors du Sommet de l'économie sociale et solidaire. Dans ce contexte, le Comité jeunesse du Chantier prend toute son importance. Dans le cadre de la préparation du sommet, un séminaire, organisé sur le thème *Jeunes et économie sociale* a permis de dégager des pistes d'actions prioritaires à proposer aux délégués au sommet.

À la suite du sommet, le Comité jeunesse du Chantier s'est réuni à quelques reprises dans le but de mettre en œuvre ces pistes d'action. La première, celle de créer un réseau jeunesse en économie sociale, solide et dynamique, est déjà sur la table à dessin et un ensemble de réseaux jeunes ont accepté de collaborer à sa réalisation. La deuxième piste, celle de miser sur la reconnaissance et la promotion de l'économie sociale chez les jeunes, a également été reprise, notamment à travers la contribution des acteurs de l'économie sociale au Forum social québécois et à l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde. ■

SOS Vélo, Foire nationale de l'économie sociale et du Commerce équitable, Montréal, novembre 2006

photo : Équiterre

LIENS HORS QUÉBEC

L'année 2006-2007 a été marquée par de nombreux échanges entre le Chantier de l'économie sociale et des partenaires dans le reste du Canada et à l'échelle internationale.

Au Canada, la présidente-directrice générale, Nancy Neamtan, a participé à titre de conférencière invitée à plusieurs événements, dont le Forum sur l'économie sociale, à St John's, Terre-Neuve, le Congrès annuel du Réseau canadien de développement économique communautaire également à St John's, Terre-Neuve et *Cooperatives and innovation : influencing the social economy,* une conférence organisée conjointement par le International Co-operative Alliance Research Committee on Co-operative Research (ICA), la Canadian Association for Studies in Co-operation (CASC) et l'Association of Cooperative Educators (ACE) à Saskatoon. Cette conférence à caractère international a eu lieu dans le cadre du Congrès des sciences humaines du Canada 2007.

Le Chantier a également poursuivi sa collaboration avec le Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDEC) et le mouvement coopératif canadien. Des représentants de ces organisations ont participé au Sommet de l'économie sociale et solidaire et plusieurs autres rencontres ont eu lieu pendant l'année, notamment au sujet des politiques publiques fédérales.

Le Chantier s'est impliqué activement dans le Réseau canadien de recherche en économie sociale comme partenaire du RQRP-ÉS. À travers ce réseau, nous avons multiplié les échanges avec des acteurs et des chercheurs de toutes les régions du Canada.

Sur le plan international, le travail avec les partenaires s'est accéléré. Le Sommet de l'économie sociale et solidaire a été particulièrement propice pour la construction d'alliances internationales. La présence d'invités de 21 pays a intensifié le rayonnement du Québec sur la scène internationale et a donné lieu à de nouvelles demandes de partenariat pour le Chantier. Le conseil d'administration a d'ailleurs adopté des orientations permettant de prioriser les interventions du Chantier à l'échelle internationale pour les prochaines années.

En 2006, la priorité a été accordée à deux pays : le Brésil et l'Argentine. Le partenariat entre le Chantier et le Forum brésilien en économie solidaire (FBES) s'est consolidé à travers une mission au Québec de quatre représentants brésiliens en novembre et par la présence du secrétaire d'État à l'économie solidaire du Brésil au sommet. Nancy Neamtan, présidente-directrice générale du Chantier, et la vice-présidente du conseil d'administration, Thérèse Sainte-Marie, ont également participé à une mission au Brésil en mai. Ce partenariat entre le Chantier et le FBES a bénéficié d'un soutien financier de l'ACDI.

Les collaborations avec l'Argentine se sont concrétisées à travers deux initiatives. La première, initiée par des chercheurs et des acteurs gouvernementaux québécois et argentins, a permis la participation du Chantier à des activités de formation à Buenos Aires en décembre 2006 et l'accueil de stagiaires en sol québécois en mai 2007. La deuxième initiative a été la participation du Chantier à un projet de formation de gestionnaires d'entreprises collectives, et notamment des entreprises récupérées, en collaboration avec Alternatives, une organisation de coopération internationale, et MCE Conseils. Ce projet s'est déroulé sur toute l'année dans deux villes d'argentines, Cordoba et Buenos Aires.

Cette année, en tant que membre du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), la présidente-directrice générale du Chantier a pris part au Forum social américain en juin 2007 et a contribué, par son témoignage, à l'émergence d'un nouveau réseau de l'économie solidaire aux États-Unis.

Le Chantier a accueilli de façon régulière des délégations étrangères de divers pays. Il a également resserré sa collaboration avec des ONG de coopération internationale, notamment le CECI. Le Chantier a également été partenaire pour la réalisation du film *Une autre mondialisation est en marche* produit par Daniel Bertolino et le CECI. ■

Mission au Brésil, mai 2007

ANNEXE 1

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
Patrick Duguay*, Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais

PRÉSIDENCE-DIRECTION GÉNÉRALE
Nancy Neamtan*

REGROUPEMENTS DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE
Daniel Berthiaume*, Conseil québécois des entreprises adaptées
Louis Darveau, Regroupement des entreprises d'économie sociale en aide domestique du Québec
Richard Gravel*, Collectif des entreprises d'insertion du Québec
Marc Paquette, Fédération des coopératives des paramédics du Québec
Jean Robitaille*, Association québécoise des centres de la petite enfance
Jocelyne Rouleau, Confédération québécoise des coopératives d'habitation
François Vermette, Regroupement québécois des OSBL en habitation

REGROUPEMENTS D'ORGANISATIONS DE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
Louise Saint-Jacques, Réseau de la coopération du travail du Québec
Édith Cyr, Association des groupes de ressources techniques du Québec
Serge Ouellet, Association des centres locaux de développement du Québec
Thérèse Sainte-Marie*, Regroupement des CDEC du Québec
Lucie Villeneuve*, Réseau québécois du crédit communautaire

PÔLES RÉGIONAUX D'ÉCONOMIE SOCIALE
Patrick Duguay*, Pôle régional d'économie sociale de l'Outaouais
Linda Maziade, Pôle régional d'économie sociale de la Capitale-Nationale
Lynn O'Cain*, Pôle régional d'économie sociale de la Mauricie
Claude Ouellet, Pôle régional d'économie sociale du Bas-Saint-Laurent
Danielle Ripeau, Pôle régional d'économie sociale de l'Île de Montréal

CENTRALES SYNDICALES
Esther Désilets, Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec
François Lamarche, Confédération des syndicats nationaux

MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE
Denis McKinnon*, Table nationale des corporations de développement communautaire

MOUVEMENT DES FEMMES
Danielle Fournier, Relais-Femmes

GRANDS MOUVEMENTS
Sonia Vaillancourt, Conseil québécois du loisir

MEMBRES D'OFFICE
Stéphane Chabot, Réseau d'investissement social du Québec
Jacques Charest, Fiducie du Chantier de l'économie sociale
Céline Charpentier, Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire
Jean-Marc Fontan, ARUC en économie sociale et RQRP en économie sociale

MEMBRE COOPTÉE
Margie Mendell, School of Community & Public Affairs, Concordia University

* Membres du comité exécutif

Les membres du conseil d'administration

ANNEXE 2

L'ÉQUIPE DE TRAVAIL

Véronique Affoum, secrétaire réceptionniste

Lise Boisvert, coordonnatrice administrative (personne-ressource prêtée par le Mouvement des caisses Desjardins)

Denis Bussières, responsable du Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale – ARUC en économie sociale

Jacques Charest, chargé de projet, Fiducie du Chantier de l'économie sociale jusqu'en novembre 2007

Liette Courchesne, chargée de projet, développement

Élise Desjardins, directrice des communications

Catherine Gagné, chargée de projet, Répertoire de l'économie sociale

Charles Guindon, directeur du développement

Marie-Hélène Méthé, directrice générale adjointe et responsable des liens avec les régions et les réseaux

Nancy Neamtan, présidente-directrice générale

Isabelle Ricard, chargée de projet, communications jusqu'en octobre 2006

DES CONTRACTUELS

Chantal Aznavourian, chargée de projet, Saison et Sommet de l'économie sociale et solidaire jusqu'en février 2007

France Benoît, comptable (temps partiel)

Sylvain Giroux, CMA, comptable en management crédité (temps partiel)

Philippe Leclerc, chargé de projet, dossier jeunesse (temps partiel), jusqu'en juin 2007

Marie Léger-St-Jean, assistante rédactrice, projet portail et répertoire (emploi d'été), jusqu'en août 2007

Carole Lévesque, chargée de projet, communications (temps partiel)

Claudine Lévesque, responsable relations-médias, Sommet de l'économie sociale et solidaire (temps partiel), jusqu'en novembre 2006

Olga Navarro Flores, chargée de projet, dossier international (temps partiel), jusqu'en mars 2007

Gabrielle Gérin, chargée de projet, Événement jeunesse et collaboratrice Saison et Sommet de l'économie sociale et solidaire (temps partiel), jusqu'en novembre 2007

Yvon Gagnon, consultant (temps partiel), Portail Économie sociale Québec

L'ÉCONOMIE SOCIALE.
ÇA PARLE D'ARGENT ET DE **VALEURS HUMAINES.**

ANNEXE 3

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ACE	Association of cooperative educators
ACDI	Agence canadienne de développement international
ACLDQ	Association des centres locaux de développement du Québec
AGRTQ	Association des groupes de ressources techniques du Québec
AQCPE	Association québécoise des centres de la petite enfance
ARCQ	Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec
ARUC-ES	Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale
CAP	Chantier d'activités partenariales
CASC	Canadian association for studies in co-operation
CDC	Corporation de développement communautaire
CDEC	Corporation de développement économique et communautaire
CDR	Coopérative de développement régional
CECI	Centre d'étude et de coopération internationale
CESIM	Comité d'économie sociale de l'Île de Montréal
CLD	Centre local de développement
CPE	Centre de la petite enfance
CQCH	Confédération québécoise des coopératives d'habitation
CQCM	Conseil québécois de la coopération et de la mutualité
CQL	Conseil québécois du loisir
CRE	Conférence régionale des élus
CRISES	Centre de recherche sur les innovations sociales
CRP	Centre de ressources périnatales
CSMO-ÉSAC	Comité sectoriel de main-d'oeuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CSST	Commission de la santé et de la sécurité au travail
DÉC	Développement économique Canada
ÉCOF	Économie communautaire de Francheville
EÉSAD	Entreprise d'économie sociale en aide domestique
FAQDD	Fonds d'action québécois en développement durable
FBES	Forum brésilien en économie solidaire
FCSDQ	Fédération des coopératives de services à domicile du Québec
FIM	Fonds d'investissement Montréal
FLHLMQ	Fédération des locataires d'habitation à loyer modique du Québec
FQHC	Fonds québécois d'habitation communautaire
FQM	Fédération québécoise des municipalités
FRAPRU	Front d'action populaire en réaménagement urbain
FSTQ	Fonds de solidarité FTQ
FTQ	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
GESQ	Groupe d'économie solidaire du Québec
GRAP	Groupe de recherche et d'activités partenariales
HLM	Habitation à loyer modique
ICA	International co-operative alliance research committee on co-operative research
MAMR	Ministère des Affaires municipales et des Régions
MDEIE	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation
MRC	Municipalité régionale de comté
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
OBNL	Organisme à but non lucratif
ONG	Organisation non gouvernementale
PEFSAD	Programme d'exonération financière des services d'aide domestique
RCDEC	Réseau canadien en développement économique communautaire
REÉSADQ	Regroupement des entreprises d'économie sociale en aide domestique du Québec
RÉSO	Regroupement pour la relance économique et sociale du sud-ouest de Montréal
RIPESS	Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire
RISQ	Réseau d'investissement social du Québec
RCTQ	Réseau de la coopération du travail du Québec
RQCCT	Réseau québécois des coopérateurs et coopératrices du travail
RQGE	Regroupement québécois des groupes écologiques
RQOH	Réseau québécois des OSBL d'habitation
RQRP-ÉS	Réseau québécois de recherche partenariale en économie sociale
SADC	Société d'aide au développement des collectivités
SCHL	Société canadienne d'hypothèque et de logement
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TNCDC	Table nationale des Corporations de développement communautaire
UMQ	Union des municipalités du Québec
UQAM	Université du Québec à Montréal

APPORT ANNUEL 2006-2007 RAPPORT ANNUEL 2006-200
N VENT NOUVEAU UN VENT NOUVEA
DES PROJETS D'ENVERGURE.ET DES PROJETS D'ENVERGUR

CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

4200, rue Adam
Montréal (Québec)
Canada H1V 1S9
514 899-9916 | 1 888 251-3255
info@chantier.qc.ca
www.chantier.qc.ca